

Mozambique: l'accord du 16 mars

Par TANIA VASCONCELOS

N'Komati aura au moins contribué à ce que l'O.U.A. fasse preuve de cohérence.

Aboutissement de trois mois de négociations parfois très difficiles, l'accord du 16 mars de « non-agression et de bon voisinage » entre le Mozambique et l'Afrique du Sud devrait constituer un tournant dans les relations tourmentées entre les deux pays. Signé par le président Samora Machel et le Premier ministre Pieter W. Botha dans la ville frontalière de N'Komati, l'accord engage les deux pays au plus haut niveau.

Cependant, fondé sur le principe qu'aucun des deux pays ne servira de base pour des agressions contre l'autre, cet accord ne sera pas facile à appliquer, les deux pays ayant une longue frontière commune que ni l'Afrique du Sud ni le Mozambique n'ont pu, jusqu'ici, contrôler. La mise en place d'une commission conjointe — à l'instar de celle créée entre l'Angola et l'Afrique du Sud — devra veiller au respect de l'accord et en dénoncer toute violation. Voulant prévenir la manœuvre sud-africaine consistant à poursuivre l'aide au M.N.R. via le Malawi, le Mozambique a exigé l'introduction dans les accords d'une référence à l'engagement des deux signataires à ne pas se servir d'un « pays tiers » afin d'agresser l'autre.

C'est, en effet, l'ensemble du projet élaboré par les Mozambicains, nous précise notre correspondant au Mozambique, Paul Fauvet, qui a été discuté à Cape Town avant la signature des deux chefs d'Etat. Une révélation de taille, si l'on tient compte du battage publicitaire fait par les dirigeants sud-africains visant à faire croire à leur électorat blanc que les termes du « pacte » avaient été imposés à Maputo par Pretoria.

De plus, les tentatives sud-africaines d'obtenir l'expulsion de membres de l'A.N.C. — une liste avait été dressée à cette fin par l'Afrique du Sud — ont aussi échoué. A Cape Town, il a été convenu que « le niveau de représentativité de l'A.N.C. au Mozambique n'interférera pas avec l'application de l'accord de N'Komati ». Cependant, il reste encore à savoir comment Pretoria réagira à la poursuite, voire à l'inten-



« Plk » Botha et Jacinto Veloso au Cap
Trois mois de négociations

sification de la lutte en Afrique du Sud même annoncée par l'A.N.C., et dont les récents sabotages des réservoirs de pétrole à Ermelo, dans la région de Johannesburg, seraient les premiers signes.

Placée devant ses propres contradictions, l'Afrique du Sud comprendra-t-elle enfin que « le seul obstacle à la paix en Afrique australe, comme l'affirmait à Addis-Abeba le ministre mozambicain Joaquim Chissano, est le système de l'apartheid lui-même » ?

Le Conseil des ministres de l'O.U.A., qui s'est tenu dans la capitale éthiopienne à la fin de février, adoptait une résolution exprimant « compréhension et profonde sympathie » à l'égard de Luanda et Maputo dans cette phase difficile des négociations avec leur puissant voisin. Cependant, au cours du très vif débat ayant précédé cette prise de position, des critiques plus ou moins voilées ayant été adressées à ces deux Etats, les représentants de l'Angola et du Mozambique ont dû rappeler à leurs collègues africains que leurs pays ont souvent été seuls à supporter les conséquences des décisions politiques prises par l'O.U.A. tout entière avec un appui surtout moral !

Ce rappel à l'ordre aura du moins contribué à ce que l'O.U.A. fasse elle-même preuve de cohérence : l'aide aux mouvements de libération d'Afrique australe sera augmentée et les arriérés de cotisations au Fonds spécial de libération, qui s'élèvent à seize millions de dollars, seront enfin apurés. Quant à la cohérence de l'Angola et du Mozambique, n'a-t-elle pas, depuis plusieurs années, fait ses preuves ? T.V.